



CES VIES EN JEUX

SYNDICALISME INTERNATIONAL. Coupe du monde de football au Qatar, Jeux olympiques en Russie: les rencontres sportives internationales peuvent être l'occasion de mobilisations du syndicalisme international pour obtenir des droits pour tous les travailleurs. Rencontre avec Gilles Letort, secrétaire fédéral en charge de l'activité Europe-international de la fédération nationale des salariés de la construction, du bois et de l'ameublement CGT.

PROPOS RECUEILLIS PAR KAREEN JANSELME

En 2006, lorsqu'a été constituée la confédération syndicale internationale CSI, un congrès de fusion dans le secteur de la construction, du bois et de l'ameublement a donné naissance à l'internationale du bâtiment et du bois (IBB). La fédération nationale CGT y a adhéré, notamment pour établir des réseaux syndicaux dans les multinationales. Depuis la FNCSBA-CGT s'investit dans diverses missions internationales et a récemment participé à une délégation pour rencontrer les travailleurs migrants au Qatar qui construisent les stades pour la coupe du monde de football 2022 sous 50 °C à l'ombre.

nvo > Pourquoi être parti au Qatar?
Gilles Letort > En marge d'une conférence en Inde de l'IBB, nous avons convenu avec les syndicats indiens et népalais

(principales nationalités de la main-d'œuvre au Qatar), qu'il fallait constituer une délégation avec l'aide de la CSI et de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour faire pression sur les autorités du Qatar et témoigner de la situation des travailleurs migrants. Nous avons mis un an à obtenir les autorisations et j'ai eu la chance d'être partie prenante. En effet, même si la CGT a une place relativement réduite dans le syndicalisme international de par la surface que nous représentons par rapport aux grands syndicats d'Europe du Nord, des groupes français importants comme Vinci ou Bouygues travaillent au Qatar. Il était donc important qu'une organisation française y participe.

Quel était votre objectif?

Nous voulions montrer l'autre côté du miroir. Derrière l'image du Qatar qui

construit et se développe, il y a 2 millions d'habitants, et 1,8 million issus de l'immigration qui ramassent les ordures, nettoient les rues, construisent. Mais ils subissent un statut extrêmement discriminatoire avec le système kafala. Pour travailler au Qatar, il faut avoir un parrain. Celui-ci détient le passeport du travailleur et lui délivre l'autorisation de sortie. Le Qatar est un État oppressif pour les migrants, recrutés en masse pour la coupe du monde de football et pour le développement de Doha, la capitale.

Qu'avez-vous observé?

On nous a montré un centre pouvant héberger 48 000 travailleurs. Un camp très bien tenu, avec salle de jeux, etc.: une vraie vitrine. Mais il était difficile de parler avec les milliers de travailleurs présents. Ils parlaient anglais mais ne

voulaient pas discuter avec nous car les chefs nous accompagnaient. Pour quitter ce centre, il faut franchir trois check point entourés de policiers et de militaires. Au premier, nous avons rencontré par hasard un groupe de travailleurs de la construction qui attendait sur le parking. Là, dans un milieu sans policier, ces travailleurs nous ont expliqué que le système kafala est scandaleux, qu'ils ont beaucoup de mal ensuite à rentrer chez eux, qu'ils sont payés des salaires de misère, avec des durées de travail énormes. Tout notre programme était verrouillé, nous avons donc voulu rencontrer le ministre du travail. Le

sous-ministre du sous-ministre nous a reçus. Il nous a expliqué que le système kafala mériterait d'évoluer mais qu'ils ne pouvaient pas le bouger indépendamment de Bahreïn, de l'Arabie Saoudite, des pays du Golfe qui en font aussi usage. Ils nous ont annoncé qu'ils allaient constituer un comité syndical de 50 personnes pour discuter de la situation. Or les syndicats sont interdits au Qatar: qui seraient ces 50 personnes? Pas de réponse.

Avez-vous pu rencontrer librement d'autres travailleurs?

L'organisation internationale est un outil: dans la délégation il y avait des coordinateurs de l'action syndicale en Inde et au Népal en lien direct avec les travailleurs. Aujourd'hui ces organisations sont à la porte du bureau d'embauche dans leurs pays pour expliquer aux travailleurs, quand ils vont au Qatar, qu'ils ont des droits. Si le droit syndical s'ouvrait au Qatar, nous pen-

sons que l'organisation syndicale pourrait immédiatement être construite car il y a sur place des milliers d'ouvriers syndiqués dans leur pays d'origine. Nous avons donc pu rencontrer des travailleurs dans une arrière-salle d'un restaurant d'un quartier populaire. Ils ont confirmé ce que nous craignions le plus: une énorme durée du travail. Ils doivent faire des heures théoriques mais par exemple, quand une toupie de béton arrive, il faut tout de suite le couler sinon il sèche que ce soit prévu ou non. Ce travail supplémentaire n'est pas indemnisé. Les conditions d'hébergement sont scandaleuses:

surpeuplement, conditions sanitaires déplorables, tuyau d'arrosage en guise de douche... Des taudis.

Avez-vous visité des chantiers?

C'est là qu'on comprend le système. Tous les groupes internationaux comme Vinci ou Bouygues dépêchent sur place un tout petit staff. Ces salariés sont logés dans des hôtels, mais pas les ouvriers. Dans un vieux quartier de Doha où se construit un gros centre commercial pour la bourgeoisie qatarie, neuf entreprises internationales se partagent le chantier qui emploie 13 000 salariés. Et chaque entreprise fait appel à quarante sous-traitants: voilà la particularité. Faire travailler au même endroit tout un tas d'ouvriers sans aucune expérience de travail en commun, salariés par une cascade de sous-traitants, entraîne toujours des accidents du travail. Le Qatar n'est pas un eldorado pour les migrants mais une prison à ciel ouvert.

Qui est responsable?

Il y a des responsabilités à tous les niveaux: l'Émirat du Qatar; la FIFA qui n'impose pas le respect des droits sociaux; les entreprises; la communauté internationale. Avant on s'inclinait pour raison d'État maintenant c'est la raison du fric. Le syndicalisme international participe à faire bouger les lignes. Nous projetons d'ailleurs une campagne pour la coupe d'Europe de football 2016 qui aura lieu en France.

Le syndicalisme international a-t-il déjà obtenu des évolutions sociales?

Pour la coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, le contexte était différent: il existe déjà un syndicat. Le MUM (mines et énergie) héberge aussi beaucoup de travailleurs de la construction. 26 grèves ont été organisées dans les chantiers des stades, dont une grève de huit jours mobilisant 70 000 travailleurs sur 35 sites. Les salaires ont été augmentés de 12%. Au Brésil, l'IBB a lancé une campagne associée à la coupe du monde de football 2014 pour le respect de l'Agenda du travail décent de l'OIT. 25 grèves ont été menées de 2011 à 2013. Les syndicats ont obtenu une hausse salariale de 12 à 21% et d'autres avancées. La campagne a inclus la lutte contre la mafia et le travail au noir malheureusement très développé.

Qu'avez-vous envisagé avec les jeux olympiques organisés en février à Sotchi?

Sur Sotchi, nous avons beaucoup de difficultés. Le syndicalisme russe est une véritable catastrophe car il y a un vrai problème de droits démocratiques en Russie aujourd'hui. Dans l'internationale de la construction nous avons en plus une autre difficulté avec les syndicalistes russes. Nous avons un point de clivage très important sur l'amiante car les syndicats se situent dans la foulée des industriels et défendent son exploitation. Nous ne pouvons partager cette orientation alors que cela tue une grande partie des travailleurs et la population. Mais le syndicat des ouvriers du bâtiment en Russie a essayé d'informer les travailleurs migrants et est intervenu auprès des employeurs pour les salaires impayés jusqu'à parfois déposer plainte auprès du ministère public. La situation est compliquée dans le secteur de la construction aujourd'hui. La crise économique est profonde aux États-Unis, en Amérique latine, en Europe. Mais nous avons des points de contact et nous continuons à avancer. ☛

CAMBODGE

La CGT obtient une convention collective

En 2009, l'entreprise française «Travaux du Sud Ouest» devait rénover les chemins de fer au Cambodge. Les syndicalistes de la BWTUC nous ont demandé de les aider à se faire reconnaître car la direction était française! La CGT n'est pas présente chez TSO, mais nous leur avons expliqué que la convention internationale imposait la reconnaissance d'une organisation. Chose absolument incroyable, le patron avait besoin d'un syndicat pour négocier! Il a reconnu BWTUC et signé une convention collective: le salaire est passé de 3 à 5,18 dollars par jour avec une amélioration réelle des conditions d'hébergement. 400 salariés se sont syndiqués d'un seul coup. Deux mois après, j'y suis retourné. Nous avons fait une réunion à la banque asiatique du développement qui finance le projet en leur demandant de rallonger: ce qu'ils ont fait! Les autorités bancaires ont pris conscience qu'on ne pouvait augmenter les travailleurs sans donner un peu plus d'argent afin d'éviter que TSO ne parte car ses prix augmentaient. Tout bénéf pour tout le monde! ☛